

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2023-43 du 15 décembre 2023

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Ministre délégué chargé du commerce extérieur, Olivier Becht, se déplace à Washington
2. La Commission spéciale sur le Parti communiste chinois de la Chambre des représentants publie une série de recommandations en matière de politique économique et commerciale
3. La Chambre des représentants adopte une proposition de loi visant à interdire les importations d'uranium russe aux États-Unis
4. Le Département du Commerce allège certaines exigences en matière de contrôle-export pour les alliés des États-Unis

Climat – énergie – environnement

5. Le Président Biden salue l'accord trouvé à la COP28
6. Le Département de l'Énergie dresse le bilan de ses annonces à la COP28

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden octroie 8 Md\$ d'aides à dix grands projets ferroviaires, dont deux projets de liaisons à grande vitesse

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

8. T. Cruz (R-TX) bloque la proposition de loi du sénateur J. Hawley (R-MO) sur l'IA
9. En réponse au décret présidentiel sur l'IA, le HHS impose de nouvelles exigences de transparence dans le milieu médical
10. Epic Game gagne son procès antitrust contre Google
11. Le GAO publie un rapport sur la mise en œuvre de l'IA par les agences gouvernementales

Santé

12. Près de 130 hôpitaux américains ont été fortement perturbés par des attaques de rançongiciels en 2023

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Ministre délégué chargé du commerce extérieur, Olivier Becht, se déplace à Washington

Le Ministre délégué chargé du commerce extérieur, de l'attractivité et des Français de l'étranger, Olivier Becht, était en visite à Washington les 11 et 12 décembre, dans le cadre d'un déplacement d'une semaine aux États-Unis le conduisant également à Boston, New York, Austin et Houston.

À Washington, le Ministre s'est entretenu avec la Représentante au Commerce américaine (USTR) Katherine Tai. Selon le communiqué de l'USTR, O. Becht et K. Tai ont [réaffirmé](#) leur soutien à un « engagement constructif des États-Unis et de l'UE en vue d'un Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables ». Ils ont également évoqué les négociations en cours en vue de la conclusion d'un accord sur les minéraux critiques et la nécessité de réformer l'OMC, y compris son système de règlement des différends.

Le Ministre s'est également [entretenu](#) avec le Secrétaire adjoint au Commerce, Don Graves, le président du Council of Economic Advisers de la Maison-Blanche, Jared Bernstein, et des membres du Congrès.

2. La Commission spéciale sur le Parti communiste chinois de la Chambre des représentants publie une série de recommandations en matière de politique économique et commerciale

Créée en janvier 2023 et dirigée par le représentant Mike Gallagher (R-Wisconsin), la Commission spéciale de la Chambre des représentants sur la Concurrence stratégique entre les États-Unis et le Parti communiste chinois (SCCCP), composée de 13 membres républicains et 11 membres démocrates, a formellement [adopté](#) le 12 décembre une série de recommandations en matière de politique économique et commerciale, autour de trois objectifs :

(i) Redéfinir les conditions de la relation économique sino-américaine : dénonçant les conséquences économiques néfastes pour les États-Unis de l'accession de la Chine à l'OMC, le rapport [recommande](#) en particulier d'augmenter progressivement les droits de douane sur les importations chinoises – notamment de biens stratégiques comme les semiconducteurs – et de rechercher de nouveaux débouchés pour les exportations américaines, afin de réduire la dépendance commerciale des États-Unis à la Chine et se prémunir contre des représailles commerciales chinoises. Il préconise aussi de renforcer les instruments de défense commerciale et de lutter contre leur contournement en soutenant l'adoption de la proposition *Leveling the Playing Field 2.0*, introduite en juin dernier par les sénateurs S. Brown (D-Ohio) et T. Young (R-Indiana).

(ii) Endiguer les flux de capitaux et de technologies américains qui alimentent la modernisation militaire et les violations des droits de l'homme en Chine : le rapport recommande l'adoption par le Congrès d'une loi interdisant tout investissement américain dans des entreprises chinoises sanctionnées par les États-Unis ou impliquées dans des activités de travail forcé ou de fusion entre les secteurs civils et militaires. Le rapport préconise également de s'appuyer sur le décret présidentiel adopté en août dernier pour inscrire dans la loi des restrictions aux investissements américains dans certains secteurs technologiques en Chine. Par ailleurs, le rapport recommande de renforcer les prérogatives de contrôle des investissements entrants exercé par le Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS).

(iii) Investir dans le leadership technologique américain et renforcer la résilience économique, en concertation avec les alliés : le rapport recommande à cet effet d'augmenter les ressources des Départements de la Défense et de l'Énergie, de conclure des accords sectoriels aux standards élevés avec les alliés des États-Unis (e.g. sur les semi-conducteurs ou les minéraux critiques) et de renouveler le système de préférences généralisées (GSP) permettant un accès préférentiel au marché américain pour les pays en développement, afin de faciliter le redéploiement de chaînes d'approvisionnement hors de Chine. Les auteurs du rapport invitent également le Congrès à exiger de l'administration le maintien d'un dialogue de haut niveau avec l'UE au sein du Conseil commerce et technologies (TTC).

3. La Chambre des représentants adopte une proposition de loi visant à interdire les importations d'uranium russe aux États-Unis

La veille de la [visite](#) du Président ukrainien V. Zelensky à Washington, la Chambre des représentants a [adopté](#) le 11 décembre une proposition de loi visant à interdire les importations aux États-Unis d'uranium faiblement enrichi (LEU) originaire de Russie, afin de réduire les sources de financement des capacités militaires russes. Ce texte, introduit par la présidente de la Commission sur l'Énergie de la Chambre, C. McMorris Rodgers (R-Washington), prévoit la mise en œuvre de cette interdiction 90 jours après l'adoption de la loi, tout en prévoyant la possibilité pour la Secrétaire à l'Énergie d'adopter des dérogations à cette interdiction en cas d'absence de sources d'approvisionnement alternatives ou pour des motifs d'intérêt national. Ces dérogations, qui ne seraient possibles que jusqu'en 2028, seraient toutefois limitées à un plafond annuel d'importations, dégressif dans le temps. Le Sénateur J. Barrasso (R-Wyoming), qui n'avait pas réussi à faire adopter au Sénat une proposition analogue dans le cadre de la loi de financement de la défense nationale (NDAA), a [salué](#) le vote de la Chambre et appelé à ce que le Sénat puisse également rapidement adopter ce texte. Selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA), 12 % des importations américaines d'uranium [provenaient](#) de Russie en 2022.

Dans ce contexte, l'administration américaine a adopté le 12 décembre un nouveau paquet de sanctions visant à lutter contre le contournement des restrictions mises en place vis-à-vis de la Russie. Le Département du Trésor a ainsi [sanctionné](#) plus de 150 entités et individus basés en Chine, aux Émirats arabes unis, à Hong Kong, au Kirghizstan, aux Maldives, au Pakistan, en Russie, à Singapour, en Suisse, au Tadjikistan et en Turquie en raison de leurs activités de facilitation de fourniture d'armes et de technologies à la Russie. Le Département d'État a de son côté [sanctionné](#) plus de 100 entités et individus impliqués dans l'effort de guerre russe, les activités de contournement des sanctions et la fourniture d'équipements militaires de la Corée du Nord vers la Russie.

4. Le Département du Commerce allège certaines exigences en matière de contrôle-export pour les alliés des États-Unis

Le 7 décembre, le Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du Commerce, chargé de la mise en œuvre des mesures de contrôle-export américaines, a [publié](#) trois réglementations visant à alléger les exigences de licences imposées à certains pays alliés des États-Unis. Les deux premiers textes visent à assouplir les exigences de licences d'exportation pour certains partenaires des États-Unis (dont la France) dans le cadre du régime de contrôle de la technologie des missiles et de celui du Groupe Australie sur les biens chimiques et biologiques. Le troisième (qui n'est à ce stade qu'une proposition de règlement) vise à faciliter le recours pour les exportateurs à l'exception dite « Strategic Trade Authorization » (STA), qui prévoit la possibilité d'un régime assoupli pour les exportations de certains biens vers des pays affinitaires.

De son côté, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre a approuvé le 14 décembre, à l'unanimité, trois propositions de loi visant à faire évoluer le régime de contrôle-export américain. Le premier texte [vise](#) à modifier les règles du comité interagences chargé de se prononcer sur les demandes de licences d'exportation, afin que la décision finale d'approbation d'une licence repose sur un vote à la majorité des membres du comité, au lieu d'une décision de son seul président – un membre du BIS – sur recommandation des autres membres du comité. Le deuxième texte [vise](#) à harmoniser entre elles les listes d'entités visées par des mesures de sanctions américaines, administrées par différentes agences fédérales. Enfin, le troisième texte [exige](#) du BIS qu'il communique régulièrement au Congrès les statistiques d'octroi de licences. L'adoption de ces textes par la Commission des Affaires étrangères s'inscrit dans le prolongement du rapport de son président, Michael McCaul (R-Texas), publié le 7 décembre et qui formulait une série de recommandations visant à réformer le fonctionnement du BIS en matière de contrôle-export [voir [Brèves Sectorielles du 8 décembre 2023](#)].

Brèves

- Le 11 décembre, la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a [annoncé](#) la résolution d'un cas d'activation du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), destiné à assurer le respect des droits des travailleurs dans des usines spécifiques. Suite à un accord trouvé en juillet dernier entre les États-Unis et le Mexique sur un plan de remédiation aux violations des droits des travailleurs constatées dans une usine textile située dans l'État d'Aguascalientes, l'USTR a constaté que les droits des travailleurs de cette usine avaient été « rétablis ».
- Le 11 décembre, à l'occasion d'une mini-ministérielle organisée en vue de préparer la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC (MC13), qui aura lieu aux Émirats arabes unis du 26 au 29 février prochain, l'Ambassadrice des États-Unis auprès de l'OMC, M. Pagan, a [rappelé](#) l'importance de prolonger le moratoire sur les droits de douane sur le commerce électronique, qui arrivera à expiration en mars prochain.
- Le 12 décembre, l'USTR K. Tai s'est [entretenu](#) avec le Ministre du Commerce équatorien, S. Garcia, convenant notamment avec ce dernier qu'une réunion du Conseil sur le commerce et l'investissement, établi en 1990 entre les deux pays, devrait avoir lieu à Quito en 2024. K. Tai et son homologue équatorien ont également discuté de « leurs ambitions partagées pour le Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP) afin d'améliorer la collaboration régionale et de renforcer la résilience des chaînes de valeur ».
- Le 13 décembre, en coordination avec le Royaume-Uni, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 8 individus en raison de leur implication dans les actes de violence perpétrés par le Hamas.
- Le 14 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) l'organisation criminelle transnationale Malas Manas et deux ressortissants du Mexique en raison de leurs activités de trafic d'êtres humains et de narcotiques.
- Le 14 décembre, conjointement avec le Royaume-Uni, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 8 individus affiliés au Hamas, au Jihad islamique palestinien (PIJ) et au corps armé des gardiens de la révolution de la République islamique d'Iran, en raison de leur implication dans les activités du Hamas et du PIJ ou du soutien qu'ils ont apporté à ces deux groupes.

Climat – énergie – environnement

5. Le Président Biden salue l'accord trouvé à la COP28

Le 13 décembre, le Président Biden a [salué](#) une nouvelle étape historique franchie par les dirigeants mondiaux à la COP28 en s'engageant, pour la première fois, à abandonner les combustibles fossiles qui mettent en péril notre planète et nos populations, et en acceptant de tripler les énergies renouvelables à l'échelle mondiale d'ici à 2030. Le communiqué souligne que, bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'objectif de ne pas dépasser +1,5°C d'augmentation de la température mondiale, le résultat d'aujourd'hui nous en rapproche considérablement.

Le communiqué indique que la crise climatique est la menace existentielle de notre époque, mais que l'Amérique transformera la crise en opportunité – en créant des emplois dans le domaine des énergies propres, en revitalisant les communautés et en améliorant la qualité de vie.

6. Le Département de l'Énergie dresse le bilan de ses annonces à la COP28

Le 8 décembre, le Département de l'Énergie (DoE) a [communiqué](#) sur le bilan de ses annonces lors de la première semaine de la COP28, annonces portées par le Secrétaire adjoint à l'Énergie, Dave Turk, qui a fait le voyage aux Émirats arabes unis. Le communiqué du DoE rappelle que la série d'initiatives qu'il porte vise à stimuler la transition vers des systèmes énergétiques propres et à contribuer à maintenir l'objectif de ne pas dépasser +1,5°C d'augmentation de la température moyenne mondiale.

Le DoE indique que les États-Unis et plus de 20 pays ont lancé la Déclaration pour le triplement de l'énergie nucléaire. Il indique également que les États-Unis, l'Union européenne et les Émirats arabes unis ont pris la tête d'une coalition de pays qui se sont engagés à tripler les énergies renouvelables et à doubler l'efficacité énergétique d'ici à 2030. Le communiqué mentionne que les États-Unis et plus de 30 pays ont lancé une déclaration d'intention sur la reconnaissance mutuelle des systèmes de certification de l'hydrogène propre. Le communiqué mentionne également que les États-Unis, avec le Brésil, le Canada, l'Indonésie et le Royaume-Uni, se fixent pour objectif d'étendre les projets de gestion du carbone à l'échelle de la gigatonne par an d'ici 2030.

Le DoE met en avant que les États-Unis, membres du forum « Net Zero Producers », comme le Canada, la Norvège, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont annoncé la création d'une boîte à outils qui regroupe les meilleures pratiques pour réduire les émissions de méthane associées à la production de pétrole et de gaz.

Le communiqué signale que les États-Unis ont annoncé qu'ils se joignaient à l'Australie, au Canada et à la Commission européenne pour lancer une nouvelle initiative à l'échelle mondiale sur le

stockage des batteries à destination des réseaux électriques, via le forum « Clean Energy Ministerial » (CEM).

En matière d'énergie nucléaire, le DoE signale que les États-Unis et les Émirats arabes unis ont annoncé leur intention de lancer un centre régional de formation aux énergies propres aux Émirats arabes unis, qui doit servir de plaque tournante pour la coopération régionale dans le domaine du nucléaire civil. Parallèlement, afin de catalyser le financement du secteur privé pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement mondiales en énergie nucléaire, les États-Unis ont annoncé avec le Canada, le Japon, la France et le Royaume-Uni la mobilisation d'au moins 4,2 Md\$ d'investissements gouvernementaux afin de renforcer leur capacité collective d'enrichissement et de conversion au cours des trois prochaines années. Enfin, les États-Unis ont annoncé une stratégie de partenariat international pour faire avancer une vision commerciale partagée et audacieuse de l'énergie de fusion.

Brèves

- Le 13 décembre, à l'occasion du premier anniversaire du sommet entre les États-Unis et l'Afrique, la Maison-Blanche [communiqué](#) sur les actions et les résultats obtenus. Le communiqué indique que 17 ministres et dirigeants de ministères et agences du gouvernement américain se sont rendus dans 26 pays d'Afrique. Ces visites étaient axées sur le développement de partenariats substantiels avec des pays de tout le continent. Le communiqué rappelle notamment que l'US International Development Finance Corporation (DFC) a engagé plus de 2 Md\$ dans 46 transactions en Afrique. Ces projets concernent notamment les infrastructures stratégiques et le libre accès aux minéraux critiques.
- Le 12 décembre, le Département de l'Intérieur (DoI) a [publié](#) sa feuille de route sur les solutions fondées sur la nature pour soutenir les efforts dans la lutte contre le changement climatique. Cette feuille de route prévoit que le DoI fournira des conseils sur la mise en œuvre de telles solutions grâce à un outil en ligne. Les solutions fondées sur la nature utilisent ou imitent les processus naturels afin d'améliorer la biodiversité, de renforcer la résilience lors des événements climatiques extrêmes, ou de soutenir la gestion du carbone pour compenser les émissions de gaz à effet de serre.
- Le 12 décembre, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) la création de l'Office of Critical and Emerging Technology (CET) afin de garantir que les investissements américains dans des domaines tels que l'intelligence artificielle (IA), la biotechnologie, l'informatique quantique et les semi-conducteurs s'appuient sur le large éventail d'actifs et d'expertise du DoE. Le bureau CET servira de point de contact unique au sein du DoE afin de s'assurer que le gouvernement fédéral, en partenariat avec le secteur privé et les universités,

reste à la pointe de la recherche, du développement et du déploiement des innovations clés.

- Le 8 décembre, le Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Jake Sullivan, et le Conseiller à la sécurité nationale de la République de Corée, Cho Tae-yong, ont [présidé](#) à Séoul le dialogue inaugural entre les États-Unis et la République de Corée sur la prochaine génération de technologies critiques et émergentes (CET). Selon le communiqué, ce dialogue de nouvelle génération doit favoriser la coopération dans six grands domaines technologiques stratégiques, et notamment celui des batteries et des technologies associées aux énergies propres.

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden octroie 8 Md\$ d'aides à dix grands projets ferroviaires, dont deux projets de liaisons à grande vitesse

Le 8 décembre, le Président Biden a [annoncé](#) l'octroi, sur la période 2022-2026, de 8,2 Md\$ de financements au bénéfice de [dix grands projets ferroviaires](#) sélectionnés dans le cadre du premier appel à projets du programme Federal-State Partnership for Intercity Passenger Rail (FSP-National). Autorisé par la loi bipartisane pour les infrastructures et administré par la Federal Railroad Administration au sein du Département des Transports (DoT), le programme FSP-National a reçu, lors de ce premier appel à projets, 67 demandes de subventions pour un montant cumulé de 18,9 Md\$. Un solde de 3 Md\$ demeure disponible pour des appels à projets ultérieurs.

Deux projets de lignes à grande vitesse bénéficieront de ce premier tour de financement, avec des montants de subventions comparables :

- le tronçon inaugural du projet California High Speed Rail, reliant Merced à Bakersfield, recevra 3,1 Md\$, pour un coût estimé de ce tronçon de 33 Md\$;
- le projet Brightline West, reliant Las Vegas à la périphérie de Los Angeles, recevra 3,0 Md\$, pour un coût estimé du projet d'un peu plus de 10 Md\$.

Les autres grands projets lauréats concernent la rénovation, la modernisation ou l'expansion d'installations ferroviaires conventionnelles. Les plus importants concernent notamment :

- un tronçon entre Raleigh et Wake Forest en Caroline du Nord (subvention de 1,1 Md\$, pour un coût estimé du projet de 1,4 Md\$) ;
- un tronçon entre Washington D.C. et Richmond, en Virginie (subvention de 729 M\$, pour un coût estimé du projet de 2,6 Md\$) ;

- un tronçon entre Pittsburgh et Harrisburgh, en Pennsylvanie (subvention de 144 M\$, pour un coût estimé du projet de 180 M\$) ;
- l'amélioration de la gare de Chicago (subvention de 94 M\$, pour un coût estimé du projet de 117 M\$).

Le communiqué de la Maison-Blanche rappelle que ces financements s'ajoutent à de précédentes annonces de l'administration Biden-Harris marquant « [son] engagement historique en faveur du réseau ferroviaire national ». Ces annonces incluent notamment, cette année : 16,4 Md\$ pour 25 projets le long du Corridor du Nord-Est (NEC) [voir [Brèves Sectorielles du 10 novembre 2023](#)], 1,4 Md\$ dans le cadre du programme CRISI (Consolidated Rail Infrastructure and Safety Improvement) [voir [Brèves Sectorielles du 9 septembre 2023](#)] ainsi que 570 M\$ dans le cadre du programme RCE (Railroads Crossing Elimination) [voir [Brèves Sectorielles du 9 juin 2023](#)].

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- La Food and Drug Administration a [publié](#) son plan de réorganisation de sa direction dédiée à l'alimentation humaine. Celle-ci vient répondre à des critiques sur la lenteur de la prise de décision, du fait notamment d'un manque de clarté des chaînes de commandement et de problèmes de communication. Ces critiques avaient été [formalisées](#) dans un rapport de la fondation Reagan-Udall, puis par un [rapport interne](#), diligentés à la suite de la contamination bactérienne de laits infantiles en mars 2022, qui avait provoqué une pénurie de lait maternisé sans précédent. La proposition de réorganisation devrait faciliter la coordination entre les enquêteurs du bureau des affaires réglementaires et les experts des champs rattachés. Cette proposition doit encore être examinée par son organisme de tutelle : le Département de la Santé et des Services Humains des États-Unis (HHS).
- La Chambre des représentants a voté le 13 décembre un [projet de loi](#) sur la réintroduction de lait entier dans les cantines scolaires. L'USDA avait [réglementé](#) en 2016 les caractéristiques des goûters servis dans les écoles. Ceux-ci doivent avoir une teneur réduite en sucre et en matière grasse, excluant ainsi le lait entier. La proposition conjointe du républicain G. Thompson (R-PA) et de la démocrate K. Schrier (D-Wash) avait le soutien de l'industrie laitière qui déplorait que les enfants consomment moins de lait. Cette proposition doit à présent être soumise au vote du Sénat. Cette proposition de loi intervient alors que l'USDA a [publié](#) en

début d'année une proposition révisée des directives nutritionnelles pour les repas scolaires, qui vise à renforcer la lutte contre les aliments trop sucrés et trop salés. La période de commentaires s'étant achevée en avril 2023, l'USDA peut désormais publier ces règles à tout moment.

- Le California Department of Water Resources a [publié](#) l'étude d'impact environnemental du [Delta Conveyance Project](#). Ce projet permettrait l'acheminement d'eau du nord vers le sud de la Californie pour les besoins des habitants et des activités agricoles. En réponse aux préoccupations soulevées par les milieux écologistes sur ses conséquences sur la protection des habitats aquatiques, le projet a été redimensionné pour capter finalement un tiers du débit envisagé dans le projet initial. Le projet retenu est le Bethany Reservoir Alternative, qui a le moins d'emprise sur la zone centrale du delta sensible d'un point de vue environnemental. Il implique la construction d'un aqueduc souterrain de 72 km.
- La Maison-Blanche a [renouvelé](#) ses avertissements quant au financement insuffisant du programme d'aide alimentaire dédié aux femmes enceintes, jeunes mères et enfants de moins de 5 ans (WIC) en citant le [rapport](#) du Center on Budget and Policy Priority. Ce dernier conclut que 2 millions de parents et enfants éligibles pourraient être privés du bénéfice du dispositif sans la rallonge budgétaire d'1 Md\$ actuellement débattue au Congrès.

Numérique et innovation

8. T. Cruz (R-TX) bloque la proposition de loi du sénateur J. Hawley (R-MO) sur l'IA

Le sénateur Ted Cruz (R-TX) a [bloqué](#) une proposition de loi lors de son étude au Comité du Commerce du Sénat, visant à rendre les entreprises technologiques responsables des contenus générés par leurs outils d'intelligence artificielle. T. Cruz (R-TX) argue que cette proposition, présentée par le sénateur Josh Hawley (R-MO), nuirait à la position de leader des États-Unis dans la course mondiale au développement de systèmes d'IA générative. La proposition de loi, qui n'a pas été soumise au vote en commission, aurait limité la protection des entreprises technologiques prévue par la section 230 du Communications Decency Act (CDA). T Cruz (R-TX) a exprimé sa volonté de travailler sur des réformes plus équilibrées de la section 230 en lien avec les enjeux de l'IA avec J. Hawley (R-MO) l'année prochaine.

9. En réponse au décret présidentiel sur l'IA, le HHS impose de nouvelles exigences de transparence dans le milieu médical

Le Département de la Santé et des Services Humains des États-Unis (HHS) va [imposer](#) plus de transparence sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les environnements cliniques. Ces nouvelles réglementations, initiées par l'Office of the National Coordinator for Health IT, exigeront des développeurs de logiciels certifiés par le HHS de fournir des informations détaillées sur leurs produits. Ces informations devront porter sur la façon dont les logiciels fonctionnent, leurs données d'entraînement, les efforts entrepris pour atténuer les éventuels biais, ainsi que leur évaluation externe. Cette mesure, qui doit être mise en place d'ici fin 2024, vise à aider les prestataires de soins de santé à évaluer l'équité, l'adéquation et la sécurité des outils d'IA qu'ils utilisent, suite au décret présidentiel du 30 octobre dernier sur l'intelligence artificielle.

10. Epic Game gagne son procès antitrust contre Google

Le 11 décembre, le tribunal de Californie a [reconnu](#) Google coupable de conduite anticoncurrentielle sur le marché de distribution d'applications, suite à une plainte déposée par Epic Games en 2020. Epic Games accusait Google de conditionner la présence des applications sur l'Android Store à l'utilisation de ses services de facturation pour les achats effectués au sein de ces applications, dits « achats in-apps ».

Les deux parties présenteront leurs arguments au tribunal en janvier, afin de déterminer les mesures que Google devra mettre en place pour remédier à son comportement anticoncurrentiel. Google a annoncé son intention de faire appel de cette décision.

11. Le GAO publie un rapport sur la mise en œuvre de l'IA par les agences gouvernementales

Le 12 décembre, le Government Accountability Office (GAO) a [publié](#) un rapport sur la mise en œuvre de l'intelligence artificielle (IA) au sein du gouvernement fédéral (hors ministère de la Défense, qui a déjà fait l'objet de deux rapports dédiés).

Le rapport révèle que, bien que plusieurs agences fédérales aient commencé à utiliser l'IA, de nombreuses directives et exigences légales ne sont pas encore respectées. Selon le rapport, 20 des 23 agences examinées ont commencé à utiliser l'IA ou prévoient de le faire dans un avenir proche. La NASA et le Département du Commerce représentaient la majorité des cas d'utilisation de l'IA au cours de l'exercice 2022. Seuls cinq des 20 organismes utilisant l'IA ont fourni à l'Office of Management and Budget (OMB) l'ensemble des informations requises par les directives du Conseil des directeurs de l'information pour la création d'inventaires de l'IA par les agences – des bases de données sur les utilisations de l'IA par les agences.

Le GAO formule 35 recommandations dans son rapport. Il recommande en particulier que toutes les agences se conforment

pleinement aux exigences réglementaires et législatives applicables en matière de *reporting* et de mise en œuvre de l'IA. Le GAO recommande également que l'OMB, le Bureau de la politique scientifique et technologique et le Bureau de la gestion du personnel publient davantage de directives applicables à l'ensemble de l'administration fédérale.

Brèves

- Microsoft s'est [engagé](#) auprès de l'AFL-CIO à ne pas gêner les activités de recrutement des syndicats au sein de ses effectifs salariés et à lancer un partenariat pour réfléchir à l'avenir du travail dans le contexte du déploiement des systèmes d'IA au sein de l'économie américaine.
- La Federal Communications Commission (FCC) a [refusé](#) d'octroyer une subvention de 886 M\$ à Starlink pour étendre le service Internet en milieu rural. La FCC a justifié son refus par le manque de preuves de la part de Starlink démontrant sa capacité à fournir le service Internet promis à faible latence.
- La première réunion du Conseil de la Maison-Blanche sur l'intelligence artificielle – institué par le décret présidentiel du 30 octobre – s'est [concentrée](#) sur les défis et opportunités liés à l'IA, notamment les aspects internationaux, le recrutement de talents et la prévention des risques. Les discussions ont également porté sur l'intégration de l'expertise en IA dans les politiques gouvernementales et les stratégies pour atténuer les risques associés, tels que la fraude, la discrimination et les atteintes à la vie privée.
- OpenAI et le groupe de presse Axel Springer ont conclu un [accord](#) permettant à ChatGPT de résumer des articles d'actualité de médias tels que Politico et Business Insider. Dans le cadre de cet accord, Axel Springer fournira le contenu de ses médias en tant que données d'entraînement pour les grands modèles de langage d'OpenAI, tels que GPT-4.
- La Commission européenne a demandé à Apple et Google de documenter le respect par leurs magasins d'application des exigences fixées par le Digital Services Act (DSA) de l'UE. Cette demande d'information représente une étape préliminaire avant le lancement d'une enquête officielle.
- Google va débiter le test de sa nouvelle fonctionnalité de protection contre le suivi (« Tracking Protection ») sur Chrome, visant à restreindre l'accès aux cookies tiers utilisés pour le suivi des activités en ligne. Ce test débutera avec 1 % des utilisateurs de Chrome à travers le monde, avant d'éliminer progressivement l'utilisation des cookies tiers pour tous les utilisateurs dans la seconde moitié de 2024. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la « Privacy Sandbox » de Google, qui vise à offrir une alternative aux cookies afin de mieux protéger

la vie privée des utilisateurs tout en répondant aux besoins des annonceurs.

Santé

12. Près de 130 hôpitaux américains ont été fortement perturbés par des attaques de rançongiciels en 2023

Depuis le début de l'année, près de 130 hôpitaux ont été victimes d'attaques par rançongiciel. En novembre 2023, l'Agence pour la cybersécurité et la sécurité des infrastructures (CISA) a publié des conseils à l'intention des hôpitaux pour les aider à mieux protéger leurs réseaux contre les attaques.

À titre d'exemple, plusieurs hôpitaux ont dû récemment [détourner](#) les trajets prévus pour leurs ambulanciers suite à des attaques de rançongiciels. Ardent Health Services, qui gère 30 hôpitaux dans 6 États, a [déclaré](#) qu'une attaque par rançongiciel l'avait conduit à mettre ses réseaux hors ligne à l'occasion de la fête de Thanksgiving. Les hôpitaux touchés se trouvent au Texas, dans le New Jersey, au Nouveau Mexique et en Oklahoma.

Brèves

- La compagnie d'assurance Cigna [abandonne](#) son projet de fusion avec son rival Humana du fait d'une mésentente sur le prix final de la transaction. La société fusionnée aurait été l'un des plus grands assureurs en santé du pays, du même ordre que les leaders du marché UnitedHealth et CVS Health (propriétaire d'Aetna).
- La société pharmaceutique française Sanofi a renoncé le 11 décembre à un accord de licence de 750 M\$ avec la société californienne Maze Therapeutics. Cette annonce est intervenue quelques heures après que le lancement d'une [action en justice](#) par la FTC pour bloquer l'accord.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)